



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°16 2025

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Creusement du déficit commercial en mars 2025 et au cours de l'exercice 2024/25 ;
- ❖ **Bangladesh** : L'extrême pauvreté attendue à 9,3% d'après la Banque mondiale, soit près du double de 2022 ;
- ❖ **Bhoutan** : Indicateurs macroéconomiques pour le mois de février 2025 ;
- ❖ **Inde** : La RBI assouplit les modalités de calcul du ratio de couverture de liquidité (LCR) afin de stimuler l'offre de crédit bancaire ;
- ❖ **Népal** : Creusement du déficit commercial sur les trois premiers trimestres de l'exercice en cours ;
- ❖ **Pakistan** : Le FMI abaisse ses prévisions de croissance ;
- ❖ **Sri Lanka** : Tentatives d'infléchissement de la politique commerciale américaine.

À RETENIR

6,2%

Réduction de la prévision de croissance de l'Inde (WEO du FMI) pour 2025/2026, contre 6,5 % initialement

Afghanistan

Creusement du déficit commercial en mars 2025 et au cours de l'exercice 2024/2025

Selon la Banque mondiale, en mars 2025, le déficit commercial de l'Afghanistan s'est légèrement replié de 0,6% en variation mensuelle, pour s'établir à 804 M USD contre 809 M USD en février. En revanche, en glissement annuel, le déficit s'est creusé de 27,6% par rapport à mars 2024, sous l'effet d'une hausse de 17,9% des importations conjuguée à une baisse de 26,9% des exportations. Sur une base annuelle, l'exercice 2024/2025 (allant du 21 mars 2024 au 20 mars 2025) enregistre un creusement marqué du déficit, qui atteint 9,4 Mds USD, soit 45,4% du PIB, en hausse de 48,2% par rapport aux 6,3 Mds USD (40,4% du PIB) de l'exercice précédent. Cette détérioration tient essentiellement à l'appréciation de l'afghani, aux tensions commerciales avec le Pakistan et à une progression soutenue de la demande intérieure.

En mars 2025, les exportations afghanes ont reculé de 21,3%, passant de 127 M USD en février à 100 M USD. Sur le premier trimestre 2025, elles se sont élevées à 376 M USD, contre 686 M USD au trimestre précédent et 419,4 M USD sur la même période en 2024. Pour l'ensemble de l'exercice 2024/25, les exportations totales ont atteint 1,79 Md USD, légèrement en deçà des 1,81 Md USD de l'exercice précédent. Ce repli s'explique principalement par une chute de 64% des exportations de charbon, qui se sont établies à 92 M USD en 2024, contribuant au retrait global de 12% des exportations totales. Les exportations de textiles ont diminué de 14%, à 242 M USD, pénalisées par l'appréciation de l'afghani, le ralentissement de la demande mondiale et le relèvement des droits de douane pakistanais. En revanche, les exportations de produits alimentaires ont progressé de 4%, pour atteindre 1,31 Md USD, soutenues par les exonérations tarifaires accordées par la Chine et la reprise des flux commerciaux avec le Pakistan en décembre 2024.

Simultanément, les importations afghanes se sont repliées de 3,4% en variation mensuelle, pour s'établir à 904 M USD contre 926 M USD en février. Au titre de l'exercice 2024/25, le total des importations s'est élevé à 11,16 Mds USD, en hausse par rapport aux 8,14 Mds USD de l'exercice précédent.

Bangladesh

L'extrême pauvreté attendue à 9,3% d'après la Banque Mondiale, soit près du double de 2022

D'après les travaux de la Banque mondiale dans le cadre de son « Macro Poverty Outlook » publié en amont des réunions de printemps à Washington, l'extrême pauvreté (en dessous de 2,15 USD/jour en parité de pouvoir d'achat) continue d'augmenter pour atteindre en 2024-25 près de 9,3%, contre 7,7% l'année précédente et 5,0% en 2021-22. Sur un an, cette augmentation représente environ 3 millions de personnes ayant basculé dans l'extrême pauvreté du fait de l'inflation élevée et de la faible croissance. Les transferts monétaires des expatriés de plus en plus nombreux fournissent un appui contracyclique sans lequel la pauvreté serait plus répandue.

D'après les estimations, lors du premier semestre 2024-2025 (juillet-décembre 2024), 4% des travailleurs auraient perdu leur emploi tandis que les revenus réels des travailleurs peu qualifiés a baissé de 2%.

La Banque mondiale revoit à la baisse la croissance à 3,3%, le FMI à 3,8%

La Banque mondiale a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour le Bangladesh, estimant que le PIB n'augmentera que de 3,3 % pour l'exercice fiscal 2024-25, contre une estimation

précédente de 4,1 %. Cette révision est imputée à l'instabilité politique, à une inflation persistante et à la détérioration de la situation du secteur bancaire notamment. L'inflation annuelle moyenne devrait atteindre 10 %, ce qui affecte l'investissement et freine la reprise économique. Cette prévision est plus pessimiste que celles du FMI (3,8 %) publiée également cette semaine et de la Banque Asiatique de Développement (3,9 %) révélée plus tôt ce mois-ci.

Si la croissance s'établit effectivement à 3,3%, il s'agirait de la plus mauvaise performance depuis 1989 (2,8%), selon les données de la Banque Mondiale – même légèrement en deçà des évolutions enregistrées lors de la Covid-19 (3,4%)

Pas d'accord au niveau des services à l'issue de la mission FMI

Dans le cadre du programme de 4,7 Mds USD validé en janvier 2023 dont le Bangladesh espère débloquer les quatrième et cinquième tranches (1,3 Md USD), le FMI a formulé une série de réformes à mettre en œuvre, en particulier sur les enjeux de fiscalité et de politique de taux de change. La mission du FMI à Dacca, qui s'est déroulée du 6 au 17 avril 2025, n'a pas permis d'aboutir à un accord au niveau des services nécessaire au déblocage des fonds. De nouvelles discussions auront lieu dans les prochains jours avec la délégation bangladaise à Washington lors des réunions de printemps.

Les principaux blocages concernent la réforme du régime de change, la gouvernance du secteur bancaire, la rationalisation des subventions et les réformes fiscales. Le FMI appelle en effet à une flexibilité accrue du taux de change, une politique monétaire rigoureuse pour lutter contre une inflation persistante (ancrée à 9,4 % en mars 2025), et une réforme globale du système bancaire afin d'améliorer la gouvernance et renforcer la confiance des agents. Par ailleurs, le FMI a recommandé d'autres réformes fiscales telles que la réduction des exonérations de TVA, l'extension du taux standard de 15 %, la suppression ou la modification de certains avantages fiscaux et l'augmentation des droits d'accise sur les produits de luxe.

Les recettes fiscales progressent mais restent nettement en deçà des attentes

Au cours du mois de mars 2025, le National Bureau of Revenue (NBR) a enregistré une hausse de 10 % des recettes fiscales par rapport à la même période de l'année précédente — la plus forte croissance mensuelle depuis le début de l'exercice budgétaire 2024-2025. Cette performance témoigne d'un certain redressement après une forte baisse causée par les événements politiques de juillet et août 2024. Toutefois, les recettes totales collectées sur les neuf premiers mois de l'année fiscale atteignent 2565 Mds Tk et restent ainsi inférieures à l'objectif de 3222 Mds Tk, avec une croissance cumulée inférieure à 3 %, contre plus de 15 % l'an dernier.

Malgré un regain de dynamisme depuis décembre grâce à de nouvelles mesures fiscales, le déficit persistant inquiète, notamment le FMI, qui attend des efforts accrus de mobilisation des recettes. Les économistes recommandent des objectifs plus réalistes, une lutte renforcée contre l'évasion fiscale, et une accélération de l'automatisation du système fiscal.

D'après la presse, une décision préliminaire a été prise par le gouvernement intérimaire pour fixer l'objectif de recettes du NBR pour la prochaine année fiscale à 4990 Mds Tk (4800 en 2024-25).

Bhoutan

Indicateurs macroéconomiques pour le mois de février 2025

L'indice des prix à la consommation (IPC) est passé de 3,1% en janvier 2025 à 3,4% en février 2025, porté par la progression de l'inflation alimentaire, qui a atteint 5,4%, tandis que l'inflation hors alimentation s'est réduite de 1,2 % à 1,1%.

Après un recul marqué sur les deux dernières années, les réserves de change du Bhoutan s'établissaient à 861 MUSD en février 2025, contre 622 MUSD un an plus tôt. Depuis août 2024, ces réserves affichent une tendance haussière, malgré la levée des restrictions à l'importation de véhicules et de biens de luxe.

Parallèlement, entre novembre 2024 et février 2025, les transferts de la diaspora bhoutanaise ont totalisé 64,8 MUSD, en provenance essentiellement d'Australie (41 MUSD), suivie des États-Unis (6,3 MUSD) et du Koweït (6,1 MUSD).

Enfin, en février 2025, les exportations d'hydroélectricité ont représenté 2,48 M USD et les ventes intérieures 13,45 M USD. Au cours de la même période, le Bhoutan a importé 194 unités d'électricité pour un coût total de 7,48 MUSD.

Inde

La RBI assouplit les modalités de calcul du ratio de couverture de liquidité afin de stimuler l'offre de crédit bancaire

Dans le cadre des grandes orientations de la RBI prises en conformité avec les normes de Bâle-III auxquelles les banques indiennes doivent se préparer en matière de gestion de la liquidité, la Banque centrale indienne a décidé d'assouplir, par rapport aux dispositions qu'elle avait établies en juillet dernier, les exigences liées au ratio de couverture de liquidité (LCR). Cette mesure est destinée à stimuler l'octroi de crédit par les banques et pourrait libérer jusqu'à 3 000 milliards de roupies (environ 35 milliards de dollars), offrant ainsi aux établissements financiers une marge de manœuvre accrue pour renforcer leurs activités de prêt.

La décision de la RBI intervient dans un contexte de ralentissement prolongé du crédit bancaire, avec huit mois consécutifs de décélération enregistrés jusqu'en février 2025, suscitant des préoccupations croissantes au sein du système financier.

Concrètement, la RBI a réduit la part des actifs liquides de haute qualité (HQLA) que les banques doivent maintenir en couverture des dépôts numériques. Cette modification devrait améliorer le LCR des banques d'environ six points de pourcentage d'ici la fin décembre, selon la RBI.

Les analystes d'ICRA, Macquarie et Morgan Stanley estiment que cette mesure pourrait générer un surcroît de croissance du crédit bancaire compris entre 1,4 et 2 points de pourcentage. L'annonce a d'ailleurs été bien accueillie par les marchés : les indices boursiers indiens ont enregistré une progression notable, portée par la hausse des valeurs financières.

Les nouvelles règles entreront en vigueur le 1^{er} avril 2026, avec un an de délai supplémentaire par rapport au calendrier initial, afin de permettre aux banques de s'adapter progressivement à ce nouvel environnement réglementaire.

Le FMI, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement revoient conjointement à la baisse les perspectives de croissance de l'Inde pour l'exercice 2025-26

Le Fonds monétaire international (FMI) a abaissé ses prévisions de croissance pour l'économie indienne à 6,2 % pour l'exercice 2025-26, contre 6,5 % auparavant. De son côté, la Banque mondiale anticipe désormais une croissance de 6,3 %, elle aussi révisée à la baisse par rapport à sa précédente estimation de 6,5 %. Pareillement, la Banque Asiatique de Développement

(BAsD) a revu à la baisse les prévisions de croissance du PIB de l'Inde sur la période sous revue à 6,7 %, contre 7 % précédemment.

Cette révision s'inscrit dans un contexte de tensions commerciales croissantes, marqué notamment par l'imposition de nouveaux droits de douane par les États-Unis. L'annonce, le 2 avril 2025, d'une taxe de 26 % sur les importations indiennes – même si un moratoire de 90 jours a depuis été décrété – illustre cette montée du protectionnisme, avec un tarif plancher de 10 % toujours en vigueur. Ces mesures alimentent l'incertitude économique mondiale et freinent les dynamiques d'investissement.

Malgré ce ralentissement attendu, l'Inde devrait rester l'économie enregistrant la croissance la plus rapide parmi les pays du G20. Néanmoins, la Banque centrale indienne a exprimé son inquiétude face à l'escalade protectionniste, estimant que la guerre commerciale actuelle pourrait entraîner une récession prolongée à l'échelle mondiale, avec des répercussions directes sur les perspectives de croissance du pays. Le ministère des Finances indien a également fait écho à ces préoccupations, les effets récessifs de la mise en œuvre des droits de douane étant estimés à 0,5 point de pourcentage du PIB.

Sur une note plus positive, le FMI prévoit une diminution de l'inflation en Inde, à 4,2 % en 2025-26 puis à 4,1 % en 2026-27, ce qui pourrait soutenir la consommation intérieure. À l'échelle globale, toutefois, les prévisions de croissance mondiale ont également été revues à la baisse, à 2,8 % pour 2025, contre 3,3 % initialement, en raison d'un environnement économique incertain.

Reprise marquée de l'activité du secteur privé en avril, portée par la demande intérieure et les exportations, selon les indices PMI

En avril 2025, les indicateurs avancés reflétant l'activité économique du secteur privé indien ont atteint un sommet inédit depuis huit mois, portés par une forte demande intérieure et un regain des commandes à l'exportation, notamment dans l'industrie manufacturière. Selon l'indice PMI composite rapide HSBC, compilé par S&P Global, l'indicateur a progressé à 60,0, contre 59,5 en mars, signalant une expansion soutenue tant dans le secteur manufacturier que dans les services.

Le PMI manufacturier a grimpé à 58,4, son niveau le plus élevé en un an. Cette performance a été largement soutenue par une hausse exceptionnelle des commandes à l'exportation, leur plus forte progression depuis 2014. Cette dynamique est en grande partie attribuable à la suspension de 90 jours des nouveaux droits de douane américains annoncés début avril.

La vigueur de la demande s'est également traduite par une accélération des créations d'emplois, particulièrement marquée dans le secteur manufacturier, qui enregistre sa plus forte croissance de l'emploi depuis le lancement de l'enquête en 2005. Le secteur des services, de son côté, a poursuivi sa trajectoire ascendante avec un PMI de 59,1, le plus élevé en quatre mois.

Sur le plan des prix, l'inflation des coûts des intrants a varié selon les secteurs, mais les entreprises ont globalement réussi à répercuter ces hausses sur leurs clients, notamment dans le secteur manufacturier, où les prix de vente ont augmenté.

Malgré ces résultats encourageants, la confiance des chefs d'entreprise a fléchi. Le niveau d'optimisme, mesuré par les anticipations d'activité à un an, est tombé à son plus bas niveau en huit mois, en grande partie à cause d'une baisse de la confiance dans les services.

Népal

Creusement du déficit commercial sur les trois premiers trimestres de l'exercice en cours

Le déficit commercial des neuf premiers mois de l'exercice 2024/25 (mi-juillet à mi-avril) s'établit à 8,2 Mds USD, contre 7,7 Mds USD sur la même période l'an dernier, soit un creusement de 6,5 %. Les exportations de marchandises ont fortement augmenté, passant de 835 M USD au cours des neuf premiers mois de l'exercice précédent à 1,4 Md USD (+65 %). Les importations de marchandises ont, quant à elles, progressé de 12,2 %, pour s'établir à 9,6 Mds USD contre 8,6 Mds USD un an plus tôt, tirées par la hausse des achats de produits pétroliers et de véhicules.

Pakistan

Le FMI abaisse ses prévisions de croissance

Le FMI a révisé les prévisions de croissance du PIB du Pakistan pour l'exercice 2025 à 2,6 %, contre 3 % précédemment prévu, en raison des difficultés économiques. Le Fonds a également abaissé les projections d'inflation à 5,1 % pour l'exercice 2024/25 et s'attend à une légère réduction du chômage à 8 %, tout en projetant un solde courant négatif de 0,1 % pour l'année. Pour mémoire, les autorités pakistanaises ont fixé l'objectif de croissance de l'exercice en cours à 3,6%.

Il s'agit de la seconde mise à jour institutionnelle des perspectives de croissance : en avril 2025, la Banque Asiatique de Développement avait abaissé ses projections à 2,5 %, contre 3 % estimés en décembre 2024. Ces prévisions n'intègrent pas l'effet des mesures tarifaires annoncées par l'administration Trump.

Rencontres de M. Aurengzeb, ministre des Finances pakistanais, en marge des réunions de printemps à Washington

Dans son entretien avec le ministre, Mme Kristalina Georgieva, la Directrice générale du FMI a indiqué que le Fonds comptait réexaminer ses programmes de prêts aux gouvernements qui, comme le Pakistan (mais aussi l'Argentine et l'Égypte) ont connu le plus grand nombre de programmes du FMI au cours des 60 dernières années. Le but de ces révisions consistera à orienter davantage les pays concernés vers des réformes structurelles susceptibles de favoriser la croissance et la participation du secteur privé.

Le ministre des Finances M. Aurangzeb avait également choisi de participer aux forums consacrés à la dette souveraine, au financement de la lutte contre le changement climatique, au financement et à la réorganisation du système d'éducation et aux réformes du système financier.

Le ministre des Finances a rencontré M. Robert Kaproth, le sous-directeur pour l'Asie du Trésor américain. M. Aurengzeb lui a présenté les indicateurs macroéconomiques du pays, il a souligné les réformes clés dans les domaines de la fiscalité et de l'énergie et les opportunités dans le secteur minier.

Le ministre des Finances a rencontré à Washington les représentants de Moody's et les a informés des excédents budgétaires et des comptes courants du Pakistan, de la baisse de l'inflation, de la stabilité du taux de change et des réserves en devises. Les discussions ont

également évoqué le projet d'émission d'obligations pakistanaises libellé en RMB (« Panda bonds ») vers des investisseurs chinois. A l'issue de son entretien, le ministre s'est dit convaincu que Moody's allait améliorer la note du Pakistan au cours des prochaines semaines.

Dans sa réunion avec la Deutsche Bank, M. Aurengezeb a indiqué que le Pakistan pourrait prochainement revenir sur les marchés obligataires internationaux, compte tenu de l'amélioration de la stabilité macroéconomique et de la cote de crédit du pays. Il a notamment évoqué la perspective d'émissions d'obligations vertes. Les cadres de la Deutsche Bank indiquaient que les conditions de financement d'obligations pourraient se révéler onéreuses alors que le Pakistan se situe actuellement à deux crans en dessous de la catégorie investissement.

Le pays continue à faire face à des problèmes de liquidité

Sur la base de la Loi de finances 2024/2025, le gouvernement prévoyait de recevoir 23,4 Mds USD de prêts étrangers (dont 13 Mds USD de reports de crédits par la Chine, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Koweït). Le Pakistan a remboursé le dépôt annuel chinois de 1,3 Md USD mais, il n'a pas à ce stade mis en place son nouveau prêt.

L'aide économique étrangère enregistrée par l'EAD (Economic Affairs Division) a montré que les entrées de capitaux ont diminué d'environ 20,2 % à environ 5,5 Mds USD sur les neuf premiers mois de l'année budgétaire, notamment en raison du retard du versement de 1 Md USD du programme de la Facilité élargie de crédit du FMI (il doit en principe être effectué en juin 2025) et des retards de décaissements. En 2023/2024, les entrées issues des bailleurs multilatéraux s'étaient élevées sur la même période à 7,9 Mds USD.

Par ailleurs, le budget de l'année 2024/2025 prévoyait que le gouvernement mobiliserait 3,8 Mds USD en prêts commerciaux provenant essentiellement de l'étranger. Or, au 10^{ème} mois de l'année budgétaire, le Pakistan n'a reçu que 500 M USD des banques privées, principalement accordés (au niveau domestique) par la Banque pakistanaise HBL.

Rencontres pakistano-saoudiennes en marge des « réunion de printemps » du FMI et de la Banque mondiale

Le ministre des Finances, Muhammad Aurangzeb, a rencontré M. Sultan bin Abdulrahman Al-Murshid, Directeur général du Fonds saoudien pour le développement (SFD). En effet le SFD et le gouvernement pakistanais n'avaient toujours pas finalisé un nouvel accord annuel pour le mécanisme de paiement différé avec le gouvernement pakistanais (un prêt de 1,2 Md USD effectué par le SFD pour acheter du pétrole sur des paiements différés à un taux d'intérêt bonifié de 6 %). Le Pakistan et l'Arabie saoudite avaient indiqué il y a moins de trois mois que l'accord de livraison de pétrole à prix différé était en place.

Par ailleurs, on notera que le ministre des Finances a demandé au SFD d'accorder un prêt pour la construction de l'autoroute N-25 au Baloutchistan dont le montant n'a pas été explicité.

Le gouvernement pakistanais aurait conclu un accord avec deux banques privées concernant un emprunt de 1 Md USD qui doit être garanti par la Banque Asiatique de Développement (BAsD)

Le gouvernement pakistanais pourrait mobiliser 1 Md USD auprès de la Standard Chartered Bank et de la Dubai Islamic Bank. Si le Conseil d'administration de la BAsD approuve la garantie de 500 M USD que ses services proposent de mettre en place, le coût de l'emprunt devrait s'établir au taux de financement garanti à un jour (TFRO) + 3,25 %, ce qui se traduirait à ce jour à 7,6 %.

Le Central Directorate of National Savings (CDNS) a atteint ses objectifs pour les neuf premiers mois et demi de l'année 2024/2025

Le CDNS a levé pour 4,06 Md USD (1140 Mds PKR) atteignant 69,09 % de son objectif annuel pour l'exercice 2024-2025. Le CDNS a pour objectif d'atteindre 5,9 Mds USD (1 650 Mds PKR) cette année. Le ministère des Finances rappelle qu'au cours de l'année 2024/2025, 8% des obligations d'Etat ont été émises sous forme de sukuks (obligations islamiques).

Le déficit commercial augmente de 34 % avec les pays voisins du Pakistan

Le déficit commercial du Pakistan avec neuf pays voisins a augmenté de 34,37% pour atteindre 8,467 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de l'année budgétaire en cours, en hausse par rapport aux 6,301 milliards de dollars de l'an dernier.

Malgré une hausse des exportations vers le Bangladesh, l'Afghanistan et le Sri Lanka, le déficit s'est creusé en raison de la hausse des importations de Chine, d'Inde et du Bangladesh.

Augmentation de l'excédent du compte courant

Le Pakistan a enregistré un excédent du compte courant de 1,2 Md USD en mars 2025, en hausse par rapport au déficit de 97 M USD enregistré en février, avec un excédent cumulé de 1,86 Md USD pour l'année 2024/2025 (en amélioration de 212,5 % par rapport à 2023/2024). Les exportations ont augmenté de 8,7 % pour s'établir à 3,51 Mds USD en mars, tandis que les importations ont augmenté de 8,0 % pour atteindre 5,92 Mds USD, ce qui a creusé le déficit commercial de 7 % par rapport à 2023/2024.

Hausse des transferts des bénéfices des multinationales à leur siège

Le rapatriement des bénéfices réalisés par les sociétés multinationales au Pakistan a augmenté de 108 % pour atteindre 1,719 Md USD au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2025. Le Pakistan a enregistré une hausse de 14 % des IDE, qui sont passés à 1,644 Mds USD.

Sri Lanka

Tentatives d'infléchissement de la politique commerciale américaine

Sri Lanka a tenu des réunions en ligne avec le représentant adjoint américain pour l'Asie du Sud et l'Asie centrale, Brendan Lynch, et avec Emily Ashby, directrice du Bureau du représentant au commerce pour l'Asie du Sud. Une délégation s'est rendue à Washington le 22 avril pour approfondir ces discussions avec le représentant au Commerce. Sri Lanka, dont l'économie est encore fragile et qui a pour principal client les Etats-Unis, pourrait être frappé par des droits de douane « réciproques » à hauteur de 44%. L'agence de notation Fitch Ratings a d'ailleurs souligné que « la position financière déjà vulnérable du Sri Lanka pourrait être davantage menacée par la guerre commerciale en cours avec les États-Unis » en raison des impacts négatifs potentiels sur ses recettes à l'exportation. Le pays pâtit par ailleurs d'une marge de manœuvre réduite en raison de niveaux d'endettement élevés et d'un assainissement budgétaire limité depuis la crise économique.

Création d'un Comité spécial pour le développement économique

Ce comité sera chargé de superviser les ministères-clefs dont les portefeuilles influencent la stratégie économique et les investissements, notamment ceux des Affaires étrangères, de l'Emploi étranger et du Tourisme et celui des Transports, des Autoroutes, des Ports et de l'Aviation civile afin d'atteindre une croissance du PIB de plus de 5% à moyen terme. Le gouvernement entend se concentrer sur le développement des infrastructures et la diversification des exportations, ainsi que sur la promotion de la participation du secteur privé.

La Banque mondiale prévoit 3,5% de croissance en 2025

L'économie du Sri Lanka a enregistré une reprise remarquable en 2024, comme le souligne la Banque mondiale dans son Sri Lanka Development Update d'avril 2025, dépassant les attentes en termes de croissance (+5%), celle-ci ayant été tirée par les bonnes performances de l'industrie et des services. En 2025, la croissance devrait ralentir à 3,5%, en raison des effets de la crise, qui pèse toujours sur la consommation et des obstacles structurels à la croissance dans un contexte d'incertitude en matière de politique commerciale. Le rapport souligne que la croissance à moyen terme et la réduction de la pauvreté (le taux de la pauvreté de la classe moyenne est passée de 11,3% de la population en 2019 à 27,1% en 2023 avant de retomber à 24,5% en 2024) dépendent du maintien de la stabilité macroéconomique et de la mise en œuvre de réformes structurelles.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr